

L'économie marocaine commence à pâtir de la récession internationale

03/12/2008

Déconnecté des places financières mondiales, le royaume est relativement épargné. L'économie réelle, en revanche, pâtit déjà de la récession mondiale et l'inquiétude est perceptible dans plusieurs secteurs. Les exportations, tributaires de l'Union européenne (UE) à 60 %, devraient connaître un coup de frein, creusant le déficit de la balance commerciale.

Le textile, gros pourvoyeur d'emplois, enregistre déjà une baisse des commandes de 10 %. "Nos clients européens liquident leurs stocks. Ils finiront par les remplacer, mais nous vivons plus que jamais dans le court terme. L'année 2009 est la grande inconnue", explique Mohamed Tamer, président de l'Association marocaine des industriels du textile et de l'habillement (Amith) de Casablanca.

"Nous sommes dans le brouillard. Dans mon secteur, les répercussions de la crise ne sont pas immédiates. Il faudra attendre le premier semestre de l'année prochaine pour en savoir plus", souligne Hamid El-Andaloussi, président du groupement des industriels marocains de l'aéronautique et du spatial (Gimas).

Larbi Belarbi, président de l'Association marocaine de l'industrie et du commerce dans l'automobile (Amica), relève pour sa part "des réajustements à la baisse, de l'ordre de 5 %" chez les constructeurs et les équipementiers.

Le tourisme est un secteur à haut risque, 85 % des visiteurs du royaume provenant de l'UE. Or le Maroc misait sur 10 millions de touristes en 2010, contre 7 millions aujourd'hui.

"NOUS POUVONS REBONDIR"

Autre sujet de préoccupation : les transferts des Marocains de l'étranger, qui représentent près d'un tiers des entrées de devises. "C'est sans doute le poste le plus sensible. S'il y a davantage de chômage en France, les Marocains auront moins d'argent à envoyer et à investir et cela nous soucie", reconnaît Zouhair Chorfi, directeur du Trésor.

Les Investissements étrangers directs (IDE) sont eux aussi menacés. Le fait que l'emblématique Renault-Nissan, installé à Tanger, n'ait pas modifié ses programmes d'investissements et de formation rassure, mais pas complètement. Chacun sent bien que la situation est fluctuante et que le Maroc subit, impuissant, l'environnement international.

"C'est faux ! Nous pouvons très bien rebondir et tirer bénéfice de la crise !", affirment en chœur les responsables gouvernementaux, sur un ton très volontariste. Les exportations sont menacées ? "Nous allons renforcer l'atout proximité et nous montrer plus réactifs. Si l'Europe s'essouffle, nous verrons d'autres marchés", rétorque ainsi M. Chorfi. Le tourisme est en péril ? "Le Maroc dispose de plus en plus de lits. Il va capter les visiteurs européens jusque-là attirés par l'Asie !", fait-il valoir.

Si les responsables marocains se montrent aussi confiants, c'est en grande partie parce que la croissance a été tirée, ces dernières années, par la demande intérieure, avec le soutien des pouvoirs publics.

Le secteur du bâtiment devrait continuer son essor, avec la politique des grands travaux du royaume et la construction de logements, tant la demande de la population marocaine (800 000 habitations attendues) est importante. En revanche, l'immobilier de haut standing, objet d'une spéculation effrénée, va souffrir, en



particulier à Tanger et Marrakech.

La "positive attitude" du gouvernement va-t-elle suffire à conjurer le danger ? Au Centre marocain de conjoncture (CMC), on se montre prudent. "Le gouvernement fait de réels efforts pour soutenir la consommation dans le cadre du budget 2009, mais ce n'est pas suffisant face la crise internationale", estime Mohamed Tahraoui, économiste du CMC. "C'est bien d'avoir un langage volontariste mais c'est une action volontariste qu'il faudrait mener", ajoute Larabi Jaïdi, autre expert du CMC. Pour l'heure, le royaume se réjouit d'avoir échappé à la tourmente et refuse d'envisager le pire.

Florence Beaugé
Source: Le Monde

<http://www.yabiladi.com/article.php?cat=economie&id=1916>